

Et maintenant obtenir le gel du plan

L'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC prépare activement la table ronde de lundi chez le préfet. Pour contrer la suppression annoncée de 600 emplois, elle demandera le gel du projet d'arrêt de l'aciérie et du Train à billettes (TAB) et proposera les grandes lignes d'un contre-projet industriel.

On était de repos pendant la grande journée de mercredi, alors on a décidé de débayer aujourd'hui ». Hier matin, une dizaine d'employés de l'équipe A de l'aciérie a spontanément arrêté le travail et brûlé quelques planches et des pneus devant le portail ouest de l'usine de Gandrange.

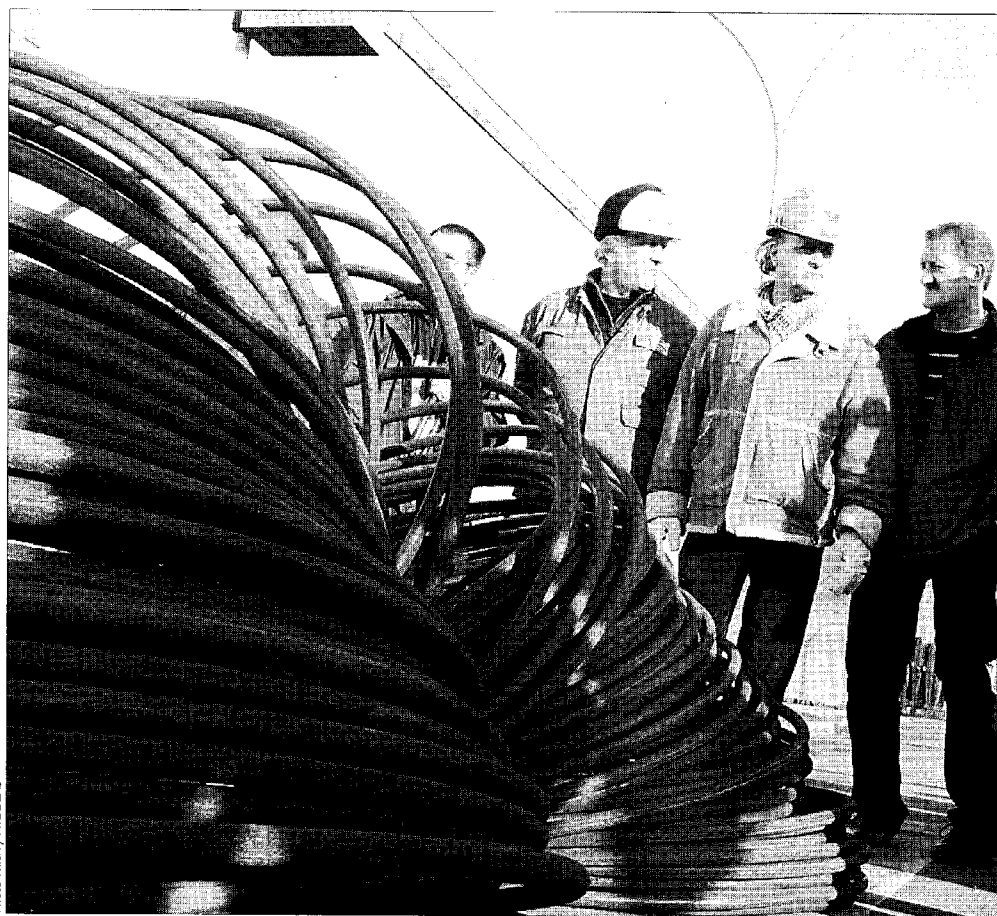
Histoire d'entretenir la flamme et le moral des troupes. « Car le combat sera long et nous devons tous nous préparer à d'autres initiatives pour que Gandrange puisse vivre ! », affirme l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC dans son communiqué triomphal, d'un lendemain d'assemblée générale saluée d'un énorme bravo ! Les syndicats se sentent « massivement soutenus ».

Ils ont beaucoup apprécié la présence à Gandrange des habitants de la vallée de l'Orne, d'anciens de l'usine, de sous-traitants, d'intérimaires, de collègues venus d'usine voisines et du Luxembourg et, bien sûr, des militants des syndicats des sites sidérurgiques voisins dont ceux de Florange.

Convaincre

« Le groupe ArcelorMittal s'apprête à annoncer 10 milliards de dollars de bénéfices pour 2007 et n'a jamais autant gagné d'argent. L'acier ne s'est jamais aussi bien vendu, le croissance mondiale représente 60 millions de tonnes supplémentaires par an », constate l'intersyndicale, qui ne va pas manquer d'enfoncer le clou, lundi prochain, à la grande table ronde, en préfecture. « Il y a là, un espace pour continuer Gandrange ».

Et son objectif, devant le préfet, les élus et la direction d'ArcelorMittal, qui dépêchera le directeur général du groupe en



Bernard Laupretre, directeur général du site et Hugues Fauville DHR face au salariés d'ArcelorMittal lors du comité d'entreprise de mercredi.

France, Daniel Soury-Lavergne, et les directeurs, Bernard Laupretre de Gandrange et Henri Blaffart de Florange, sera de démontrer la viabilité du site. « Nous devons les convaincre et obtenir un gel de leur projet », explique encore un porte-parole des syndicats.

Sans doute à cette occasion, l'intersyndicale lèvera-t-elle le

voile sur ce contre-projet industriel qu'elle veut inciter ArcelorMittal à mettre en œuvre. Moyennant des investissements, le site peut répartir. Pour l'instant pas question, selon les syndicats, d'envisager une solution extérieure au groupe. Pas question non plus de s'inscrire dans le projet de mobilité et mutation des effectifs.

« Ce serait accepter le projet d'arrêt », assure l'intersyndicale. La rencontre de lundi sera un des premiers face-à-face de la direction et des représentants du personnel soutenus par les élus avec le préfet en arbitre. En attendant, le fer de lance CFDT-CGT-CFE/CGC peaufine une deuxième initiative. Le personnel est d'ores et déjà appelé à

arrêter le travail du mercredi 23 janvier dès 22 h jusqu'au 24 à la même heure. Les bus partiront à 8 h 30 pour un rassemblement devant le siège social du groupe à Luxembourg-Ville. Gandrange, ce jour-là, ira défier la direction et défendre son usine.

Bernard KRATZ

Des réactions unanimes

• **François Grosdidier UMP Moselle demande l'intervention de Nicolas Sarkozy :** « Les Lorrains attendent votre intervention pour que le groupe Mittal revienne sur sa décision, écrit-il au président de la République. Cette décision nous paraît économiquement contestable. Fermer le site de Gandrange serait incompréhensible au regard de la demande mondiale de l'acier. Sur le plan environnemental, le four de Gandrange rejette dix fois moins de CO2 que les sites concurrents. La stratégie de M. Mittal le conduit à préserver son activité dans les aciers longs en Allemagne au détriment de l'activité industrielle en Lorraine et de l'écologie. Une intervention puissante de votre part m'apparaît comme une nécessité. » Hier, en déplacement à Sens, Nicolas Sarkozy a indiqué avoir demandé

à être informé sur ce dossier. « On va prendre un certain nombre de décisions », a déclaré le chef de l'Etat.

• **L'évêque de Metz Mgr Pierre Raffin :** « J'exprime ma sollicitude pastorale aux familles touchées par les conséquences de cette décision. L'effet de surprise de cette décision fait naître un climat d'angoisse et de colère. Le responsable du groupe Mittal avait, il y a peu, donné des assurances quant à la viabilité du site de Gandrange. Désormais, le sentiment général prévaut qu'il s'agit là d'un nouvel épisode du lourd tribut payé par la Lorraine aux effets pervers de la mondialisation économique. Il faut souhaiter que dans le futur des décisions d'une telle envergure soient prises en concertation avec les salariés et les responsables politiques. »

• **Philippe Leroy, président UMP du conseil général de la Moselle :** « Au plan du département, nous subissons un affront de la part de Mittal qui n'a pas pris les précautions normales, c'est inacceptable ! C'est un manque de respect profond pour ce pays qui a forgé la sidérurgie française. La Moselle a de grandes perspectives de développement, nous cherchons à devenir une région d'Europe de demain. »

• **Michel Liebgott, député socialiste :** « Les organisations syndicales regroupées en intersyndicale n'acceptent pas ce démantèlement. Les élus locaux, ceux de la vallée de l'Orne vont continuer à soutenir leurs actions. Je propose à tous les élus, maires, conseillers généraux, régionaux, parlementaires de se joindre à la manifestation au Grand Duché du Luxembourg jeudi 24 janvier. Nous aurons besoin de toutes les énergies. Donnons un avenir au site de Gandrange, un avenir à la sidérurgie lorraine ! »